

# Le rôle de la douane dans les impôts et le commerce

*Utiliser la réforme des politiques et de la réglementation pour  
catalyser la croissance économique et la MRD*

# Les administrations des douanes du monde entier sont aux prises avec de nouvelles réalités et des priorités apparemment disparates

- Mobilisation des ressources domestiques (DRM)
- Facilitation des échanges (Accord de l'OMC sur la facilitation des échanges)
- Migration
- Terrorisme mondial
- Autres exigences d'importation/exportation des ministères, départements et agences (MDA)
- Barrières non tarifaires potentielles (BNT)



# Sujets clés

- **Gestion des risques**

Cibler les ressources sur les priorités clés pour de meilleurs résultats globaux

Inspection basée sur le risque

- **Opérateur économique agréé**

Comment pouvons-nous soutenir des programmes qui encouragent la conformité, facilitent le commerce légitime et agissent comme un moyen d'engager le secteur privé sur des questions liées à la sécurité

- **Chaîne d'approvisionnement mondiale**

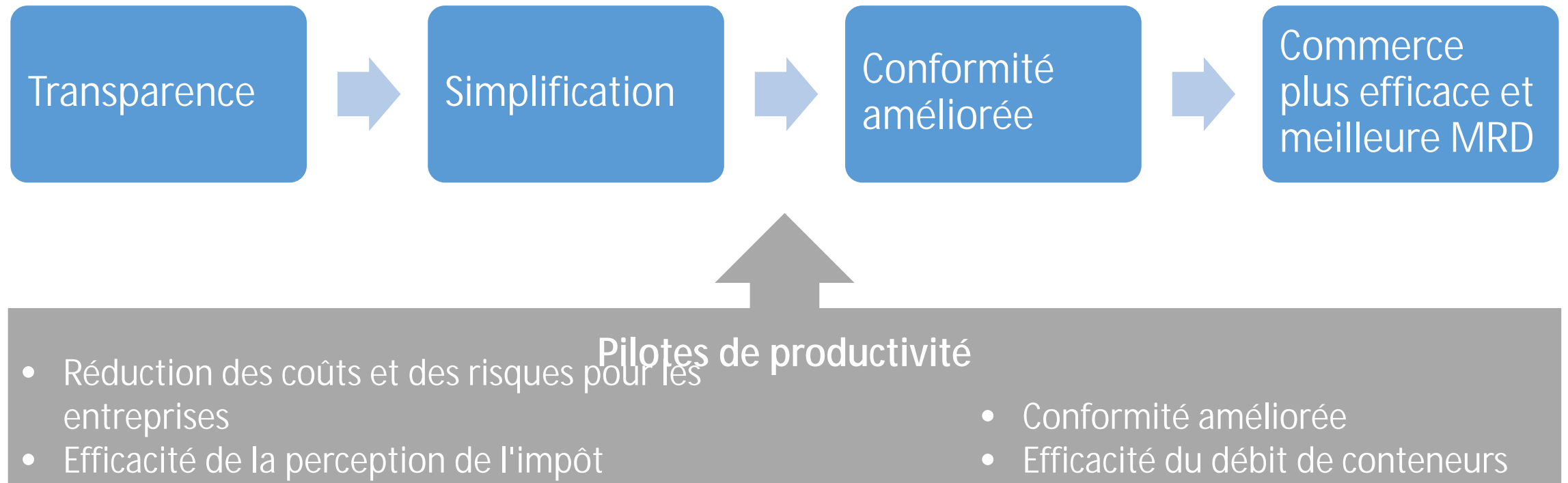
Réfléchir au rôle que joue le secteur privé dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques commerciales, en particulier en ce qui concerne l'AFE; accords de libre-échange de nouvelle génération; la sécurité et la MRD

- **Coût de la pratique des affaires**

Réduire les coûts et les risques de la pratique des affaires grâce à une facilitation des échanges plus efficace et à une meilleure répartition des gains résultant d'un accroissement des échanges, conduisant à une croissance plus inclusive



# Modèle causal



# La douane a un rôle principal en tant qu'entité de MRD directe et indirecte

- Les organisations douanières jouent un rôle **direct**, en particulier dans les économies émergentes ou en développement où les droits et taxes (en particulier la TVA) perçus à la frontière sont une source majeure de recettes pour les budgets nationaux.
- Ils jouent un rôle **indirect** étant donné leur capacité à identifier et à obtenir des informations sur toutes les marchandises et personnes entrant dans un pays qui sont essentielles aux activités de MRD d'autres MDA, en particulier l'administration fiscale.



# Comment soutenons-nous la mise en œuvre des principes clés de l'AFE ?

- Les principes clés : Gestion des risques, opérateurs économiques agréés, échange d'informations, engagement du secteur privé, audit
  - Inscription
  - Évaluation en douane
  - Classification tarifaire
  - Règles d'origine



# Renforcer l'administration fiscale

- L'échange d'informations améliore les capacités de gestion des risques et élargit la base
- Les TIC comme moyen efficace d'échanger des données.
- Meilleure gestion des données
- Utilisation d'audits conjoints
- Communication
- Remboursements



# Interaction avec les MDA

- La performance d'une administration des douanes est souvent évaluée en fonction de l'amélioration des **délais de dédouanement des marchandises**
  - Les exigences imposées aux importations et aux exportations de marchandises par divers MDA en dehors du cycle normal dans un pays peuvent augmenter considérablement le temps nécessaire pour dédouaner les marchandises.
- Les exigences spéciales constituent souvent des **barrières non tarifaires (BNT)**
  - La non-transparence de ces exigences n'est pas seulement un obstacle non tarifaire, mais aussi une source potentielle de corruption
- ***Interventions utiles***
  - Échange d'informations, TIC, revue réglementaire (guillotine), publication des exigences
  - La communication avec les douanes peut faciliter les échanges et faire en sorte que les zones légitimes pour les recettes non fiscales soient comptabilisées



# Alliance mondiale pour la facilitation des échanges commerciaux (GATF)

- L'AFE permet aux pays en développement de recevoir une assistance technique et un financement pour la mise en œuvre
- Le GATF a été lancé en décembre 2015
- Un PPP unique pour tirer parti de l'expertise, du leadership et des ressources des entreprises pour soutenir des réformes de facilitation du commerce ayant une importance commerciale
- Sur le terrain dans six pays
  - Colombie, Ghana, Kenya, Maroc, Sri Lanka, Vietnam



# Engagement du secteur privé - Chaîne d'approvisionnement mondiale

- Tous les membres de l'OMC ont ratifié l'AFE
  - L'achat devrait déjà exister au plus haut niveau
  - Comment utilisons-nous cet avantage?
- Dispositions pour l'exécution
  - Suffisant pour exiger l'adhérence, transparent, attrayant, etc.



# Étude de cas : Commerce au Vietnam

## Soutien de l'USAID à la facilitation et à la réforme du commerce

- Entre 2001 et 2014, il a aidé le Vietnam à mettre en œuvre l'Accord commercial bilatéral avec les États-Unis et à adhérer à l'OMC
  - Les exportations vers les États-Unis sont passées de 822 millions de dollars en 2001 à 24,4 milliards de dollars en 2013
  - Les importations ont augmenté de 368 millions à 4,7 milliards de dollars
- L'IDE est passé de 2 milliards à 22 milliards de dollars
- Réduction des obstacles au commerce grâce à un appui sur des questions techniques clés (telles que les mesures SPS, les OTC, la santé des animaux et des plantes)
- Système juridique vietnamien modernisé - révision ou promulgation de 166 lois, formation de 40 000 fonctionnaires locaux
- Agents des douanes formés sur les dispositions de l'AFET



# Étude de cas : Douanes du Pakistan

## Activité d'intégration économique régionale de l'USAID au Pakistan

- Depuis 2015, il aide le Pakistan à améliorer l'environnement des affaires et à identifier les goulots d'étranglement et les solutions pratiques pour accroître les exportations
- Assistance technique aux douanes pour la conception et la mise en œuvre de paiements électroniques, conformément aux dispositions de l'AFE de
- Cela permettra aux commerçants de déposer des droits imposables en utilisant la banque de leur choix
  - Jusqu'à présent, les commerçants doivent effectuer des dépôts manuels à la Banque Nationale du Pakistan
- Soutien à l'accord facilité entre les douanes, les banques, le traitement des paiements et le vérificateur général
- Mécanisme de paiement électronique prévu en décembre 2017
- Une fois mis en œuvre, les paiements électroniques faciliteront le commerce et amélioreront la position du Pakistan dans les classements «Facilité de la pratique des affaires».



# Étude de cas : Facilitation du commerce en Afrique australe

## Centre de commerce et d'investissement de l'USAID en Afrique australe

- De 2010 à aujourd'hui, il a travaillé avec les États membres de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) pour rationaliser les douanes et renforcer l'intégration et le commerce régionaux
- Introduction de guichets uniques nationaux au Malawi et en Namibie
- Élaboration d'un programme global de facilitation des échanges pour la SADC, regroupé autour de quatre piliers (transparence, prévisibilité, simplification et coopération) et aligné sur les meilleures pratiques de l'OMC
- Il a soutenu le Botswana, la Namibie et le Malawi dans la modernisation de la législation douanière, y compris
- La convention de Kyoto révisée et le cadre de normes SAFE



# Conclusion/autres sujets de discussion

- Utilisation de l'échange d'informations
- ICT
- Extraction des données
- Opérateur économique agréé
- Cadre de normes de l'OMD SAFE
- Norme d'opérateur autorisé TFA
- Programmes de négociants fiables (c.-à-d. États-Unis)

# Coordonnées des intervenants

- **Gareth Davies**, spécialiste principal des pratiques mondiales, [Gareth\\_Davies@dai.com](mailto:Gareth_Davies@dai.com)
- **James Packard Winkler**, responsable de pratique mondiale, commerce, compétitivité et investissement, [Jim\\_Winkler@dai.com](mailto:Jim_Winkler@dai.com)
- **William Baldrige**, chef de l'équipe de croissance économique de l'USAID au Moyen-Orient, [wbaldridge@usaid.gov](mailto:wbaldrige@usaid.gov)